



La Russie et la prolifération nucléaire, une politique bicéphale ?

PHILIPPE BEAULIEU-BROSSARD

Chercheur à l'Observatoire de Géopolitique de la Chaire Raoul-Dandurand
beaulieu-brossard.philippe@courrier.ugam.ca

“ I have no doubt that, if we hope to escape self-destruction, then nuclear weapons should have no place in our collective conscience, and no role in our security.”

Mohamed ElBaradei, Directeur de l'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) de 1997 à 2009¹

« Ils prétendent vouloir un «reset», nous prétendons coopérer ».

Adage populaire auprès de la classe politique russe²

Malgré la signature du Traité de non-prolifération (TNP) en 1968, les États-Unis et l'URSS ont démultiplié leur arsenal nucléaire pour atteindre un sommet de 70 486 ogives en 1986³. En réponse, plusieurs acteurs ont régulièrement critiqué le manque de crédibilité du TNP de par l'absence de la mise en pratique de deux de ses piliers : la non-prolifération et le désarmement⁴. Dans l'espoir de résoudre ces deux problèmes, l'administration Obama a dévoilé sa volonté de parvenir à un monde sans armes nucléaires. Sa stratégie : provoquer une réaction en chaîne diplomatique en débutant par l'adoption d'une nouvelle doctrine nucléaire plus contraignante. Ensuite, mettre à jour le START, un traité de désarmement bilatéral avec la Russie⁵. Puis, remettre en marche le processus de ratification du *Comprehensive Test Ban Treaty* interdisant tout essai nucléaire à des fins militaires. Par ces mesures, Obama espère obtenir l'adhésion nécessaire pour renforcer le TNP afin que des États ne puissent s'en servir pour camoufler un projet militaire, à l'instar de la Corée du Nord ou de l'Iran potentiellement. Alors que l'étape du traité START a été franchie récemment à Prague, l'administration Obama peut-elle compter sur le soutien de la Russie pour la poursuite du processus ?

¹ Mohamed ElBaradei. «Nobel Lecture 2005», *Nobel foundation* [En ligne], 10 décembre 2005.

http://nobelprize.org/nobel_prizes/peace/laureates/2005/elbaradei-lecture-en.html

² Tsygankov, Andrei. «The Post-Western World: Russia, West, and China». *ISA 2010 convention paper* [En ligne], 2010. <http://www.isanet.org/>

³ Natural Resources Defense Council, «Global nuclear stockpiles, 1945-2006», *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 62, no. 4 (2006), p.66.

⁴ Mohamed ElBaradei explique que : « The basic problem is mistrust. The non-nuclear states don't understand why their hands should be tied when it comes to nuclear technology, while the nuclear weapons states continue to have a free hand. » Source : Mohamed ElBaradei, «Interview: Mohamed ElBaradei», *Bulletin of the Atomic Scientists*, vol. 65, no.5 (2009), p.4.

⁵ START est l'acronyme de «Strategic arms reductions treaty». Ce nouveau traité limite le nombre de lanceurs déployés à 700 (missile, sous-marin, bombardier) et à 1550 ogives déployées (à l'exception des bombardiers stratégiques comptés comme une ogive, bien que certains ont la capacité d'en contenir une vingtaine).

D'un enjeu de prolifération à une force de non-prolifération

Si l'URSS est perçue comme la première menace à la sécurité des États-Unis durant la Guerre froide, sa dissolution abrupte en 1991 provoque d'autres menaces. L'instabilité politique et la chute de plus de 50 % du PIB de l'espace soviétique sont à la source d'un sentiment d'insécurité nucléaire. Par exemple, plus de la moitié des vingt incidents illicites relatifs aux matériaux nucléaires militaires ont été répertoriés dans l'ancien Pacte de Varsovie de 1991 à 2001⁶. De plus, un récent sondage indique que 24 % des 130 000 spécialistes soviétiques possédant le savoir-faire nécessaire à l'élaboration d'une arme nucléaire seraient prêts à offrir leurs services à un État «failli» en échange d'une somme convenable⁷. Plusieurs programmes américains ont tenté de pallier cette menace en offrant des opportunités d'emploi aux spécialistes tout en fournissant des systèmes de surveillance aux infrastructures nucléaires russes. Le plus récent programme conjoint a été signé lors du sommet de Washington d'avril 2010 et concerne la transformation de 34 tonnes métriques de plutonium⁸.

Les administrations de Vladimir Poutine (2000-2008) et de Dmitri Medvedev (2008-) ont accordé une importance centrale au problème de la prolifération nucléaire. De même que tout récemment, l'article 90 de la *Stratégie de Sécurité Nationale jusqu'en 2020*⁹ indique le souhait de parvenir à zéro arme nucléaire, alors que la *Doctrine Militaire*¹⁰ de 2010 situe la prolifération nucléaire et le terrorisme respectivement au 6^e et au 10^e rang des menaces potentielles majeures. L'OTAN et ses projets d'élargissement occupent par contre toujours le premier rang des menaces à la sécurité.

Dès son entrée à la présidence en 2000, Poutine se concentre sur le dossier nucléaire. Lors du chaos administratif caractéristique de la transition économique, *MinAtom*, le ministère chargé du nucléaire a même tenté de vendre des technologies militaires à l'Iran, sans l'approbation de la présidence¹¹. Afin de court-circuiter les tendances entrepreneuriales sensibles du Ministère, Poutine démet de ses fonctions son directeur, Yevgeny Adamov en 2001, puis restructure l'institution¹². Dans une réforme diminuant le nombre de ministères de 30 à 17, *MinAtom* est dissout et son savoir-faire civil et militaire est disloqué à des fins de sécurité. Le nucléaire civil est dorénavant sous la direction de l'Agence Fédérale de l'Énergie Atomique (Rosatom) au sein du Ministère de l'Industrie et de l'Énergie et le nucléaire militaire devient l'unique responsabilité

⁶ Elizabeth Turpen et Brian Finlay. « U.S.-Russia Cooperative Nonproliferation », In *Combating Weapons of Mass Destruction: The Future of International Nonproliferation Policy*, p.302-323, Athens : University of Georgia Press, 2009, p.304.

⁷ *Ibid.* p.316.

⁸ Reuters. « Clinton, Lavrov Sign \$3Bln Plutonium Disposal Deal », *The Moscow Times* (Moscou), [En ligne], 15 avril 2010. <http://www.themoscowtimes.com/news/article/clinton-lavrov-sign-3bln-plutonium-disposal-deal/403943.html>

⁹ n.d., « Стратегия национальной безопасности Российской Федерации до 2020 года [Stratégie de Sécurité Nationale de la Fédération russe jusqu'à l'an 2020] », *Conseil de Sécurité de la Fédération de Russie*, [En ligne], 12 mai 2009. <http://www.scrf.gov.ru/documents/99.html>

¹⁰ n.d., « Военная доктрина Российской Федерации » [Doctrine Militaire de la Fédération de Russie], *Président de Russie*. [En ligne], 5 février 2010. http://news.kremlin.ru/ref_notes/461

¹¹ Vladimir A. Orlov et Alexander Vinnikov, «The Great Guessing Game : Russia and the Iranian Nuclear Issue», *The Washington Quarterly*, vol. 28, no. 2 (2005), p.51.

¹² John W. Parker, *Persian Dreams: Moscow and Tehran Since the Fall of the Shah*, Washington : Potomac books, 2008, p.130.

du Ministère de la Défense¹³. À l'échelle internationale, Rosatom a repris l'idée d'ElBaradei d'ouvrir un centre international d'enrichissement d'uranium en Russie pour réduire les risques de prolifération et permettre un approvisionnement à l'Iran. Bien que l'Iran ait refusé, plusieurs États de la Communauté des États Indépendants (CIS) emploient ce centre aujourd'hui.

Outre les armes conventionnelles, le savoir-faire nucléaire est un des seuls secteurs économiques à hautes valeurs ajoutées où la Russie a la capacité d'être compétitive. Poutine et Medvedev fondent une grande partie de leur espoir sur ce secteur pour transformer l'économie de la Russie en économie de troisième vague. Selon le directeur actuel de Rosatom, Sergueï Kiriïenko (2005-), la coopération russo-iranienne ainsi que la construction de la centrale nucléaire de Bushehr en Iran sont totalement sécuritaires et doivent être un exemple pour le monde¹⁴. Il s'agit d'une vitrine qui permettrait à la firme nationale d'accéder à 20 % du marché global¹⁵. Cette prédiction semble crédible alors que la Russie a reçu des offres de l'Inde pour la construction de plus de 16 réacteurs nucléaires, de l'Arabie Saoudite et de la Chine¹⁶. En somme, si la Russie se positionne comme grande défenseuse de la non-prolifération, elle profite néanmoins largement de l'article IV du traité de non-prolifération qui favorise les échanges nucléaires pacifiques¹⁷. Il semble donc peu probable qu'elle tente de colmater les brèches de cet article controversé.

La grandeur nucléaire et penser MAD

Dans un autre ordre d'idées, Poutine et Medvedev conçoivent la parité nucléaire de la Russie avec les États-Unis comme le symbole par excellence de son image de grande puissance (*derzhavnost*)¹⁸. Une grande partie de la presse russe a d'ailleurs interprété le récent traité START comme une reconnaissance de la grande puissance russe, alors que l'arsenal actuel demeurerait insoutenable financièrement¹⁹. L'attachement russe à la «destruction mutuelle assurée» (MAD) se rattache également au concept de dissuasion élargie développé à l'ère d'Eltsine. Selon cette idée, puisque la Russie a la capacité de détruire les États-Unis, elle devrait avoir un rôle

¹³ Nugzar Ter-Oganov, «Russian-Iranian nuclear cooperation: 1992-2006», *Journal of Social and Political Studies : Central Asia and the Caucasus* [En ligne], 2006. http://ca-c.org/online/2008/journal_eng/

¹⁴ Sergueï Kiriïenko, «Beginning of Working Meeting with Director of the Federal Atomic Energy Agency» [En ligne], le 20 janvier 2006. <http://www.kremlin.ru>

¹⁵ *Idem*.

¹⁶ n.d. «Russia signs India nuclear reactor deal», *BBC News*, [En ligne], 12 mars 2010. <http://news.bbc.co.uk/2/hi/8561365.stm>

¹⁷ Article IV, 2. « Toutes les Parties au Traité s'engagent à faciliter un échange aussi large que possible d'équipement, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques, en vue des utilisations de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, et ont le droit d'y participer. Les Parties au Traité en mesure de le faire devront aussi coopérer en contribuant, à titre individuel ou conjointement avec d'autres États ou des organisations internationales, au développement plus poussé des applications de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, en particulier sur les territoires des États non dotés d'armes nucléaires qui sont Parties au Traité, compte dûment tenu des besoins des régions du monde qui sont en voie de développement. »

¹⁸ L'idée de «*derzhavnost*» provient de la contraction de «*derzhava*» qui signifie puissance étatique et de «*-nost*», un suffixe qui accorde un caractère essentialiste, une doxa à un premier terme. La Russie en tant que grande puissance est donc conçue comme un caractère inaliénable à l'instar d'un droit naturel transhistorique.

¹⁹ Jacob W. Kipp, «Moscow's Perspective on the Tactical Gamble and Strategic Consequences of the new START Treaty: Part One», *Eurasia Daily Monitor*, vol. 7, no. 66 (6 avril 2010).

prépondérant dans la gestion de la sécurité globale²⁰. Suivant cette logique, l'oligopole nucléaire²¹ qui caractérise le système international renforce l'idée du maintien de la Russie comme une grande puissance. De plus, concernant l'Iran, un projet nucléaire militaire ou une attaque contre ses sites nucléaires ne sont pas souhaitées par les dirigeants russes. L'un ou l'autre de ces scénarios risqueraient de plonger le sud de la Russie dans une grande instabilité²². Le TNP assure donc la légitimité nécessaire au maintien du statu quo nucléaire et son renforcement serait favorable à Moscou pour freiner l'éventualité d'une course à l'arme atomique, notamment au Moyen-Orient.

La doctrine russe d'utilisation de l'arme nucléaire est empreinte des mêmes paradoxes que celle des États-Unis sous la présidence d'Obama. Alors que Moscou et Washington espèrent tendre vers un monde sans armes nucléaires, ces dernières occupent toujours une place significative dans leur doctrine malgré les récentes réductions. La doctrine nucléaire russe a récemment transité de la « redondance substantielle » (*suschestvenno izbytochnyi*) à la dissuasion « minimale suffisante » (*garantirovanno dostatochnyi*) qui légitime un arsenal de moindre ampleur²³. La nouvelle doctrine militaire n'offre quant à elle pas de changement considérable quant à l'emploi de l'arme nucléaire. Elle ne peut qu'être utilisée dans les conflits régionaux et globaux et elle est perçue comme un important facteur de prévention des conflits. Son recours s'opère dans une situation où l'existence même de la Russie est menacée²⁴. Une fuite de Nikolai Patrushev, le secrétaire du Conseil de sécurité russe porte d'ailleurs à réflexion. Dans les réunions qui ont précédé l'adoption finale de la doctrine, l'arme nucléaire était également assignée aux conflits locaux, à l'image de la guerre de 5 jours d'août 2008 en Géorgie²⁵.

²⁰ Anne L. Clunan, *The Social Construction of Russia's Resurgence: Aspirations, Identity, and Security Issues*, Baltimore : Johns Hopkins University Press, 2009, p.196.

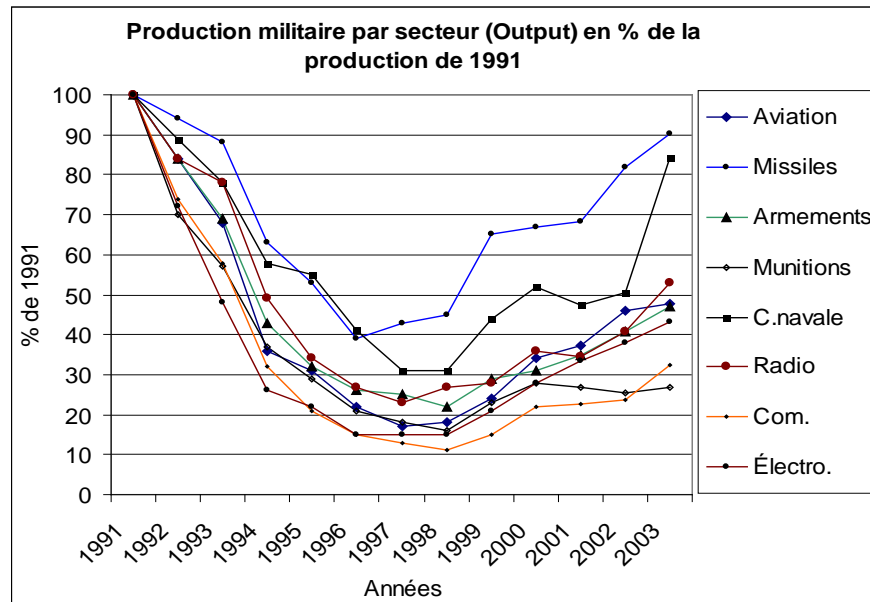
²¹ Les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et la Grande-Bretagne sont les 5 États nucléaires traditionnels. Depuis le TNP de 1968, Israël, l'Inde, le Pakistan et la Corée du Nord s'ajoutent à cette liste pour un total de 8400 armes opérationnelles et de 23 300 ogives. Source : Shannon N. Kile *et al.* «World Nuclear Forces», In *Sipri Yearbook 2009: Armaments, Disarmament and International Security*, p.345-379. Oxford : Oxford University Press, 2009, p.345.

²² Jacques Lévesque et Ekaterina Piskunova. «Les griefs et défis d'une Russie qui jauge ses forces», In *Les conflits dans le monde* : 2007, Québec : Presses de l'Université Laval, 2007.

²³ Shannon N. Kile *et al.*, *op. cit.*, p.353

²⁴ n.d., *op. cit.*, 2010.

²⁵ Nikolai Sokov, «The New 2010 Russian Military Doctrine : The Nuclear Angle». *James Martin Center for Nonproliferation Studies*, [En ligne], 5 février 2010. <http://cns.miis.edu>.



Concernant les armes mêmes, Washington tout comme Moscou modernisent leurs arsenaux vers des technologies plus efficaces. La présidence de Poutine coïncide avec un réinvestissement massif dans le secteur des missiles pour atteindre un niveau semblable à celui de la dernière année de l'Union Soviétique. Il s'agit du secteur du complexe militaro-industriel qui a été le moins démantelé, comme l'indique ce graphique²⁶. Parmi les récents modèles de vecteurs russes, le Kremlin compte sur le RSM-24 Topol-M, un missile intercontinental et sur le RSM-56 Bulava, un missile mer-sol afin d'assurer sa dissuasion dans l'avenir. Ces missiles à la fine pointe de la technologie ont nécessité un investissement colossal relativement aux capacités russes. Si le Topol-M a connu du succès lors de récents tests et est la fierté des militaires²⁷, le Bulava accumule les échecs. Enfin, concernant Washington, le budget de l'année 2011 accorde une hausse de 10 % à l'arsenal nucléaire²⁸. La logique actuelle peut donc sembler paradoxale, entre vœu de désarmement nucléaire universel et investissements dans la modernisation de ces mêmes armes.

Une aspiration illimitée, un tabou limité

En tant qu'individu, on ne peut qu'espérer que la réaction en chaîne d'Obama transforme les échecs des traités passés en succès. En revanche, en tant qu'analyste, on ne peut qu'être sceptique quant à la réalisation de ce scénario alors que les administrations et sociétés tant russes qu'américaines semblent divisées sur la question. Par exemple, alors que l'administration Obama envisage de prendre le traité START comme point de départ, Hillary Clinton presse l'OTAN de maintenir une dissuasion nucléaire tactique en Europe plutôt que d'encourager une réduction

²⁶ Source : SIPRI. «Output and employment of the Russian defense complex». In SIPRI yearbook 2001, p.318 / Julian Cooper. «Industrial Output of Russia arms Industry». In SIPRI yearbook 2004, p.434.

²⁷ Jacques Lévesque, «Les enjeux et contraintes d'un « nouveau départ » des Relations Russie-États-Unis et les effets de la Guerre Russo-Géorgienne». In *Les Conflits dans le Monde : 2009*. Québec : Presses de l'Université Laval, 2009.

²⁸ Le vice-président américain Joseph Biden justifie la mesure : « For as long as nuclear weapons are required to defend our country and our allies, we will maintain a safe, secure and effective nuclear arsenal. The president's Prague vision is central to this administration's efforts to protect the American people—and that is why we are increasing investments in our nuclear arsenal and infrastructure in this year's budget and beyond. »

Joe Biden. «The President's Nuclear Vision: We will spend what is necessary to maintain the safety, security and effectiveness of our weapons.» *The Wall Street Journal* (New York), [En ligne], 29 janvier 2010. <http://online.wsj.com/article/SB10001424052748704878904575031382215508268.html>

unilatérale de ces armements comme le propose l'Allemagne²⁹. La Russie est empreinte d'un paradoxe équivalent. Alors qu'elle dévoile sa volonté d'atteindre un monde sans armes nucléaires, elle maintient toujours ces armes comme la carte maîtresse de sa politique de dissuasion. Ainsi, si l'utilisation de l'arme nucléaire demeure un tabou international³⁰, à l'inverse, la possession d'un arsenal est toujours perçue comme le gage de sécurité par excellence³¹. L'arme nucléaire a toujours un rôle incontournable dans la sécurité et dans notre conscience collective pour reprendre les mots d'ElBaradei cités ci-dessus. Dans ce contexte, il semble peu probable que les États non nucléaires acceptent des exigences significatives supplémentaires au TNP alors que le désarmement actuel s'inscrit à l'ombre de la Guerre froide. Il est bilatéral, plutôt que multilatéral, et il comporte essentiellement des réductions sur papier alors que les arsenaux déployés ont déjà été réduits de manière unilatérale à des niveaux similaires³². De même, seul le temps indiquera si la bonne entente entre Moscou et Washington perdurera alors que la coopération actuelle est encore loin d'avoir dissipé la méfiance entre les deux ennemis de la Guerre froide.



²⁹ Mark Landler, «U.S. Urging NATO to Maintain Nuclear Deterrent». *New York Times* (New York), [En ligne], 22 avril 2010. <http://www.nytimes.com>

³⁰ Nina Tannenwald, «Stigmatizing the Bomb: Origins of the Nuclear Taboo», *International Security*, vol. 29, no.4 (2005), p.5-49.

³¹ Rebecca Johnson, «Rethinking the NPT's role in security: 2010 and beyond». *International Affairs*, vol.86, no.2 (2010), p. 430.

³² Baker, Peter et Helene Cooper. «Obama Completes Arms Control Deal With Russia». *New York Times* (New York), [En ligne], 26 mars 2010. <http://www.nytimes.com>